

## **L'aide publique au développement, un outil indispensable de la paix mondiale et des droits humains**

*Depuis 2014, la journée du 27 février est officiellement la journée mondiale des ONG. Une journée de célébration de toutes les organisations à but non lucratif qui contribuent, aux côtés des personnes et des institutions qui les soutiennent, à façonner un monde plus juste et plus durable. Cette journée est l'occasion pour Coordination SUD, collectif français de 184 ONG, de rappeler le rôle essentiel que joue l'aide publique au développement pour réduire les inégalités et construire la paix dans le monde.*

Les ONG travaillent au quotidien auprès des populations les plus vulnérables pour répondre aux crises, réduire la pauvreté et améliorer l'accès à des besoins essentiels : l'alimentation, la santé, l'éducation, l'eau, l'hygiène, ou encore la protection sociale. Elles le font avec leurs partenaires des pays où elles agissent ainsi qu'aux côtés des collectivités locales, d'universités, et d'entreprises privées. Pour mener à bien leur mission, les ONG font appel à différentes sources de financements : la générosité des Françaises et des Français, les fondations privées et l'aide publique au développement (APD).

L'APD est un engagement fort de la France qui trouve ses racines dans ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, et dans sa mobilisation historique pour les droits humains. La France prend ainsi sa part en redistribuant une infime partie de sa richesse (moins de 0,5 %<sup>1</sup>) pour soutenir les populations vulnérables, frappées par la pauvreté et les crises.

De fait, l'APD permet de protéger les biens communs dont bénéficient aussi les Françaises et les Français (climat, santé, eau, éducation, paix, etc.). Elle contribue à l'image positive de la France à l'international, aux échanges culturels entre pays, et impacte positivement l'économie (notamment à travers les marchés publics remportés par des entreprises françaises<sup>2</sup>).

### **Protéger les populations vulnérables**

Le manque d'accès aux services essentiels entraîne souvent la multiplication d'épidémies, augmente l'insécurité et les déplacements de populations, ainsi que la mortalité. L'APD française permet aux ONG de protéger les populations vulnérables, en particulier les femmes et les filles.

Dans ce domaine, les financements français ont contribué à des progrès significatifs pour l'accès à l'éducation en Afrique au cours des dernières décennies, où la population non scolarisée en Afrique subsaharienne aux niveaux primaire et secondaire a baissé de 44 % en 2000 à 29 % en 2020<sup>3</sup>. Autre exemple, la France finance également la santé maternelle et infantile (achat de vaccins, appui aux centres de santé, etc.), contribuant ainsi à réduire de 50 % les décès des enfants de moins de 5 ans dans le monde depuis le début des années 2000. Par exemple, au Bénin, le nombre de ces décès est passé de 173 à 84 pour 1 000 naissances<sup>4</sup>. En parallèle, l'APD permet de financer l'éradication des maladies évitables telles que la poliomyélite, une maladie mortelle touchant principalement les enfants. Le nombre de cas a ainsi diminué de 99 % dans le monde depuis 1988<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> OCDE, <https://www.oecd.org/fr/themes/aide-publique-au-developpement-apd.html>

<sup>2</sup> Rapport parlementaire (novembre 2024), [https://www.senat.fr/rap/124-144-34/124-144-34\\_mono.html](https://www.senat.fr/rap/124-144-34/124-144-34_mono.html)

<sup>3</sup> Unesco (février 2024), <https://news.un.org/fr/story/2024/02/1143352>

<sup>4</sup> Rapport parlementaire (octobre 2023), [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/ouverture/AVISANR5L16B1715-tIII.html#\\_Toc256000019](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/ouverture/AVISANR5L16B1715-tIII.html#_Toc256000019)

<sup>5</sup> Organisation mondiale de la santé, <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/poliomyelitis>

Le coût humain de l'inaction collective peut être dramatique, comme l'a illustré l'épidémie de Covid-19 et ses répercussions en France. Comment se préparer à la prochaine épidémie sans solidarité internationale ?

### **Combattre les injustices et les inégalités**

Les ONG agissent également dans la lutte contre toutes les formes d'inégalités.

De nombreux projets financés par l'APD permettent de lutter contre les discriminations basées sur le handicap, le genre ; contre les violences sexistes et sexuelles, racistes ou liées à l'orientation sexuelle. Ces actions sont vitales pour les personnes concernées ; elles les protègent, améliorent leurs conditions de vie et leur insertion dans la société. À titre d'exemple, la réduction des écarts d'emploi entre les femmes et les hommes pourrait augmenter le PIB par habitant de 20 % dans toutes les régions du monde<sup>6</sup>.

La France finance aussi le recensement des violences basées sur le genre, notamment en Côte d'Ivoire et au Nigéria, où plusieurs ONG locales sont soutenues. Une urgence alors qu'1 femme sur 3 dans le monde est victime de violences au cours de sa vie. Plusieurs projets financés permettent par ailleurs l'accès des femmes et des adolescentes à des protections hygiéniques, indispensables pour leur santé et leur scolarisation quand on sait qu'1 fille sur 10 en Afrique subsaharienne manque l'école pendant son cycle menstruel, ce qui représente jusqu'à 20 % de l'année scolaire<sup>7</sup>.

D'ailleurs, selon la Banque mondiale<sup>8</sup>, l'absence d'éducation secondaire des filles coûte aux pays entre 15 000 et 30 000 milliards de dollars en pertes de productivité et de revenus par génération. De plus, un enseignement secondaire universel pourrait permettre de pratiquement mettre un terme au mariage d'enfants et de réduire jusqu'à 75 % les grossesses précoces<sup>9</sup>.

### **Lutter contre les conséquences mondiales des crises**

L'aide publique au développement est également un outil de réponse vitale aux conséquences des crises dans le monde (conflits armés, catastrophes climatiques, sanitaires, environnementales, etc.). Selon les Nations Unies, plus de 300 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire d'urgence en 2025.

Les projets financés par la France permettent d'accompagner les populations victimes de conflits mais aussi de prévenir l'apparition de nouvelles crises dont les conséquences dépassent souvent le seul territoire où elles se déroulent : hausse mondiale des prix de denrées alimentaires et de l'énergie, tensions diplomatiques et insécurité.

---

<sup>6</sup> Banque Mondiale (mars 2022), <https://blogs.worldbank.org/en/developmenttalk/how-much-would-gdp-capita-increase-if-gender-employment-gaps-were-closed-developing>

<sup>7</sup> Unesco (2014). Politiques rationnelles et bonnes pratiques en matière de d'éducation à la santé, Brochure 9, Education à la puberté et à la gestion de l'hygiène menstruelle

<sup>8</sup> Montenegro, Claudio; Wodon, Quentin; Nguyen, Hoa; Onagoruwa, Adenike (2018). Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls. The Cost of Not Educating Girls Notes Series. © World Bank, Washington, DC.

<sup>9</sup> Unesco (janvier 2024), <https://www.iicba.unesco.org/sites/default/files/medias/fichiers/2024/01/STUDY%202024-2%20Africa%20Teachers%20Reports%20Series.pdf>

Par exemple, au Soudan, les financements français participent activement à la réponse humanitaire des ONG où 20,3 millions de personnes, soit 42 % de la population, sont touchées par une insécurité alimentaire aigüe<sup>10</sup>. Aux portes de l'Europe, en Ukraine, l'APD française contribue également à la solidarité alors que 14 millions de personnes<sup>11</sup> sont en besoin d'assistance humanitaire.

### **Un outil strictement contrôlé et évalué**

Les financements investis par la France aux côtés de nombreux autres pays sont essentiels pour que les ONG mènent leurs actions.

Or, rappelons que ces financements représentent moins d'1 % du budget de l'État<sup>12</sup>, soit une infime partie des dépenses publiques.

Ces financements sont soumis à un contrôle strict afin de garantir leur pertinence et leur bonne utilisation. Chaque année, le budget global est ainsi évalué par l'administration française, puis contrôlé et voté par les parlementaires. Ensuite, chaque projet financé est contrôlé à l'euro près par des cabinets d'audit et d'évaluation indépendants. Les ONG sont soumises à d'importantes obligations de redevabilité, sur le plan financier comme sur la qualité et l'impact des projets menés<sup>13</sup>; avant, pendant et à la fin des projets.

Remettre en cause le bien-fondé de l'aide publique française au développement et son utilisation, c'est renier les valeurs de la France et sa responsabilité dans le monde. C'est tourner le dos à celles et ceux qui tous les jours travaillent dans les ONG, les collectivités et l'administration, auprès des plus démunis, pour nous assurer à toutes et tous un avenir durable et en paix. Rappelons que financer la santé des personnes les plus fragiles c'est se protéger collectivement, permettre l'éducation des filles et des femmes c'est leur offrir un avenir professionnel et permettre à leur pays de briser le cercle de la pauvreté, investir dans l'agroécologie c'est lutter contre la faim, promouvoir la cohésion sociale, la lutte contre les discriminations et soutenir le développement durable, c'est agir pour la paix.

---

<sup>10</sup> Nations Unies (avril 2024), <https://www.ungeneva.org/fr/news-media/news/2024/04/92794/les-dernieres-donnees-de-lonu-revelent-lampleur-du-risque-de-famine>

<sup>11</sup> Unicef, <https://www.unicef.fr/actions-humanitaires/europe-asie-centrale/aides-humanitaires-en-ukraine/>

<sup>12</sup> Gouvernement, [https://www.budget.gouv.fr/budget-etat/mission?annee=212&loi\\_finances=47&type\\_budget=43&type\\_donnee\\_budget=cp&op=Valider](https://www.budget.gouv.fr/budget-etat/mission?annee=212&loi_finances=47&type_budget=43&type_donnee_budget=cp&op=Valider)

<sup>13</sup> Rapport parlementaire (juillet 2024), [https://www.senat.fr/rap/r23-725/r23-725\\_mono.html#toc24](https://www.senat.fr/rap/r23-725/r23-725_mono.html#toc24)